

L'ASSERVISSEMENT PLANIFIÉ (DEUXIÈME PARTIE)

IV – MOBILITÉS

DÉSUÉTUDE

La désuétude est un autre aspect de la mobilité. Elle est la rançon du progrès toujours en mouvement. Il faut donc prévoir un certain nombre de liquidations rendues nécessaires, dit-on, par le progrès :

On nous Informe courtoisement de la *"stratégie de l'élimination des techniques désuètes"* ; ou déclarées telles.

Pour atteindre ses objectifs, cette stratégie attaquera sans faiblesse tout ce qui contrarieras ce desseins, *aussi, faudra-t-il, dans certains cas ; aller jusqu'à organiser la disparition des techniques périmées. Cette nécessité a sans doute d'autres conséquences dans le domaine de l'organisation de la recherche et de la diffusion des informations"*, (p. 105)

"On peut se demander si certaines unités ne risquent pas d'être périmées en 1985 : unités de production trop petites pour être rentables, communes trop petites pour supporter la charge d'équipements à la mesure des besoins nouveaux, entreprises aujourd'hui assez grandes pour croire qu'elles pourront échapper demain à la nécessité de concentrations et d'ententes sur un plan européen". (p. 105)

"Des restructurations seront inévitables et devront faire l'objet d'une politique consciente : par exemple pour certaines professions industrielles ; de même pour certaines grandes administrations organisées tout entières autour d'une fonction technique". (p.106)

Certaines professions devront disparaître ou changer complètement.

"La profession médicale pourra changer de visage en devenant moins artisanale sans cesser d'être humaine, et la profession de pharmacien pourrait s'exercer dans un cadre institutionnel différent sans rien perdre de son caractère responsable."

Dans d'autres cas, ce sont les données techniques qui, ayant changé, modifieront la fonction et son objet :

"Ainsi en ira-t-il peut-être de beaucoup d'offices ministériels, des professions de notaire, d'avoué, de commissaire priseur, d'agent de change, de mandataire aux halles". (p.106)

Ainsi, il est clair qu'une grande liquidation est prévue et organisée. Il n'est pas moins net qu'elle s'effectue au profit de l'état et de la collectivisation. Il s'agit de la mise en place, à l'échelon européen, d'une structure étatique et communisante. Tout ce qui est indépendant est impitoyablement broyé, immergé dans d'immenses appareils administratifs. Sur tous les plans, dans tous les domaines, tout est inflexiblement orienté dans le même sens.

LE RECLASSEMENT DES VALEURS

La désuétude n'atteindra pas seulement le domaine économique, mais aussi le domaine intellectuel et culturel. C'est prévu. La mutation technique doit provoquer une révision des valeurs.

"Des changements si profonds et si fréquents dans les activités de l'homme imposeront sans doute une révision de ses valeurs. Il n'est pas sûr que ce que nous ressentons comme le plus stable et le plus permanent dans l'organisation"

de nos sociétés assure notre équilibre par rapport à un environnement qui se renouvelle plusieurs fois au cours d'une existence humaine ; il faudra un effort toujours recommencé pour garantir un sens aux nouvelles possibilités apparaissant à l'horizon de la vie quotidienne ; car les significations, elles aussi, pourraient être frappées de désuétude. Si l'on veut éviter que l'horizon ne se dérobe, il faudra que nous puissions sans cesse les réinterpréter. Ce sera peut-être la fonction des savants, mais aussi des philosophes, des théologiens, et des artistes qui seront plus que jamais nécessaires". (p. 107)

En somme, il va falloir que l'homme se mette à l'écoute des complexes industriels et de la matière manufacturée, pour en recevoir des leçons et réviser ses valeurs.

C'est le monde renversé. La nature de l'homme, on a beau dire, ne dépend pas de la production et des monstrueux complexes organisés pour 1985. Il faudrait, au contraire, réfléchir sur cette nature et bâtir, à partir d'une saine conception de l'homme, le monde de demain.

C'est exactement la démarche inverse suivie par les auteurs des réflexions pour 1985. Du moins, apparemment. Nous pensons plutôt qu'ils ont conçu et commencé à bâtir ce monde urbain, étatique, industriel, culturel, à partir de la conception de l'homme qu'ils ont choisie, et en vue de buts précis. Leur conception de l'homme, elle éclate lorsqu'on considère l'aboutissement inhumain de leurs plans : elle est matérialiste, collectiviste et antichrétienne (*NdT en un mot luciférienne*).

Certes, ils nous disent, sans rire, que des théologiens seront peut-être nécessaires. A titre folklorique sans doute. Quand on voit ce qu'ils sont entrain de faire des Français, c'est à faire dresser les cheveux sur la tête de tout homme de bon sens, qu'il soit croyant ou non.

V L'AGRICULTURE

"La population active agricole sera probablement réduite de moitié. Les structures de l'Agriculture en 1985 seront différentes des structures actuelles. L'Agriculture est aujourd'hui un secteur d'activité bien différent des autres, les agriculteurs ont leur genre de vie particulier. Une option se présente à nous : ou bien perpétuer cette séparation en cherchant à obtenir une parité de situation, ou bien faire en sorte que l'Agriculture ne soit plus une activité aussi différente des autres. Le Groupe a manifesté sa préférence pour cette deuxième solution tendant à une uniformisation des genres de vie, à un développement des contacts et des échanges avec les autres secteurs. Cette évolution paraît d'ailleurs possible". (p.130)

Le diktat qui pèse sur l'Agriculture est ainsi bien net et très délibéré. Un choix était possible. Tout ce qui a été décidé l'a été volontairement, en fonction des buts poursuivis.

Relevons-en quelques-uns au passage.

"Le rythme actuel des départs est très rapide : plus de 150 000 personnes quittent l'agriculture chaque année". (p.132)

Rien n'est fait évidemment pour l'arrêter, Les cultivateurs n'ont pas fini de manifester contre les mesures discriminatoires dont ils sont victimes. De manifester en vain. Il faut qu'ils partent.

"La réduction des effectifs agricoles diminuera l'influence électorale directe de cette catégorie de population. - Mais une symbiose plus grande entre milieux urbains et ruraux tendra à confondre les intérêts des uns et des autres". (p. 33)

La constatation d'une conséquence inévitable laisse ici percer le bout de l'oreille. Il est bien évident que la population agricole attachée aux valeurs traditionnelles représente un élément de stabilité dans la vie du pays. Un choix était possible. On a choisi de faire disparaître cet élément.

Ce n'est pas tout.

"La plus grande part de la production sera assurée, transformée et vendue en 1985 par un petit nombre d'unités intégrées". (p.133)

Qu'est-ce-à dire ?

"Les unités intégrées (régionales, nationales, voire internationales) seront caractérisées par :

- *la division du travail entre diverses cellules d'activités,*
- *la spécialisation de chacune de ces cellules.*

Ces unités ne se contenteront pas de produire, elles transformeront leurs produits et les mettront à la disposition du consommateur sous une forme élaborée (emballage, présentation, conserves...: (p.134)

C'est ainsi qu'à mots couverts on nous annonce l'étatisation de l'agriculture. Les unités intégrées dans le cadre de la région ne seront pas autre chose que de véritables kolkhozes. Il faudra procéder "à la transformation nécessaire des structures foncières", Évidemment, l'achat des terres suppose d'énormes investissements. Mais une bonne petite loi peut procéder à la collectivisation des terres d'une manière très économique.

"L'évolution des structures agricoles pose des problèmes de financement difficiles, en raison des sommes à mettre en œuvre. Des moyens importants sont dès maintenant consacrés à la transformation nécessaire des structures foncières. Il faut se demander s'il n'y a pas gaspillage dans la mesure où les équipements nécessitent eux aussi un investissement important et dans la mesure où le recours à d'autres solutions juridiques est possible". (p.135)

Voilà des solutions juridiques qui ne prennent pas un aspect rassurant pour les propriétaires !

Ainsi, ce qui a été prévu et voulu, c'est la disparition, pour 1985, de l'agriculture française traditionnelle. La masse paysanne, familiale, chrétienne dans son ensemble, ne doit plus assurer au pays cet élément d'équilibre qu'elle lui fournissait depuis des siècles.

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, les planificateurs veulent mener à bon terme leur asservissement méthodique des Français.

VI. - LES RESPONSABLES

Ce programme d'asservissement planifié, intitulé : "Réflexions pour 1985", est véritablement effrayant. Une question ne peut manquer de se poser. Quels en sont donc les responsables ? C'est très facile à savoir. Leur liste officielle figure en tête de la brochure. Nous la reproduisons.

"Le Groupe 1985 présidé par M. GUILLAUMAT, a été composé des personnalités suivantes : Mme KRIER, MM. J. BERNARD, E. CLAUDIUS PETIT, M. DEMONQUE, L. ESTRANGIN, J. FOURASTER, C. GRUSON, B. de JOUVENEL, P. LAMOUR et G. LEVARD. L'organisation et la mise en forme des travaux ont été effectuées par un groupe de rapporteurs animé par M. DELAPALME et comprenant MM. DUCROS, LECERF, MONOD, PIQUARD, ROBIN, FRAISSE.

Le Groupe s'est réuni vingt fois entre le 24 Janvier 1963 et le 20 Février 1964. Les discussions étaient à chaque séance centrées sur un sujet particulier, dont les grandes lignes étaient exposées par une personnalité le plus souvent extérieure au Groupe. Dans l'ordre des séances, ces sujets ont été:

Esquisse 1985 de l'INSEE (M. BLANC) - Aménagement de la Région Parisienne (M. DEWUVRIER) - Loisir (M. DUMAZEDIER) Apports de l'Ethnologie à la Prospective (M. LEVI STRAUSS) -

Consommation (MM. DELORS, DESABIE, ROTTIER) - Structures urbaines (MM. CANDIUS, LAURE) - Problèmes posés par la croissance économique (M. Raymond ARON)- Transports (M. ROUSSELOT) - Recherche scientifique (M. AIGRAIN) - Enseignement (M. WEIL) - Agriculture (MM. BUSTARRET, BERGMAN, THIBAUT) - Dynamique des Finances publiques (M. SAINT GEOURS).

L'ensemble des travaux réalisés, qui comprend, outre le présent rapport, les comptes-rendus analytiques des séances, leurs comptes rendus chronologiques détaillés, ainsi que les documents ayant servi de base aux discussions, a été remis au Commissariat Général du Plan.

Le texte qui est ici présenté reprend les thèmes qui sont apparus d'une importance majeure. Il a été préparé par les rapporteurs et soumis au Groupe qui, après quelques observations de détail et de rédaction, a bien voulu en approuver l'ensemble". (p. 7)

Il est pour le moins extraordinaire que des hommes non revêtus d'un mandat politique disposent ainsi à leur gré, et de quelle manière, de l'avenir de la France et de la vie des Français. Sommes-nous en démocratie, oui ou non ?

Assurément ce "Groupe" tout puissant et dictatorial a prévu une clause de sauvegarde! Il nous est dit dans l'Avant-propos :

Certes le Groupe a estimé qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur des Options nationales majeures relevant du pays tout entier, qu'il s'agisse de la politique extérieure, de la puissance militaire, ou des préférences de structures. Il a mis l'accent, en revanche, sur la nécessité de préparer une économie et une société nouvelles, où les notions de dimension, de mobilité, de promotion, d'esthétique, de participation, etc. prendront une importance plus considérable que par le passé".(p. 6)

On sait l'importance réelle qu'il convient d'accorder à ce genre d'affirmations. En 1960, lorsque fut prévue la ruine du petit commerce, des petits artisans, tout spécialement par la réforme de la propriété commerciale, et l'installation de supermarchés, ce fut un concert de protestations. Dans "La Croix" du 23 Novembre 1960, Mr. Gingembre estima à 200 000 le nombre des entreprises condamnées.

On multiplia alors les paroles d'apaisement et les déclarations les plus rassurantes. Puis, après un certain laps de temps, on est passé à l'exécution prévue.

"Le commerce comprend actuellement 800 000 entreprises et emploie 10 % de la population active, d'ici 1970, le nombre des établissements commerciaux devrait diminuer de 7 % environ. Au niveau du commerce de détail, la concentration s'accroîtra : il y aura de plus en plus de supermarchés, de centres commerciaux". (Vème Plan. La Documentation Française illustrée - N° spécial, 220-221- Octobre-Novembre 1966. p. 54).

Par ailleurs une loi-programme peut comporter un certain nombre de dispositions d'apparence anodine et n'éveillant pas l'attention. Le moment venu, on s'arrangera pour établir ou faire établir des décrets d'application dûment orientés .et répondant à un plan précis.

Nous sommes d'ailleurs prévenus :

"Il est surtout indispensable que les différents responsables de notre évolution soient bien conscients de la possibilité qu'ils ont de la conduire vers un terme lointain et de l'avantage qu'il y a à mener des réflexions relatives à ce terme : la création auprès de toutes les instances responsables de l'évolution, de groupes d'hommes capables de réfléchir à cet avenir et de guider les décisions immédiates en fonction des buts poursuivis à long terme, paraît tout à fait essentielle pour cela". (pp.23-24)

Nous pouvons être tranquilles. Ces hommes capables de réfléchir et de guider les décisions seront les hommes capables d'exécuter les ordres du Comité Central, pardon, du "Groupe 1985".

Grâce à eux, les *"buts poursuivis à long terme"* et que nous connaissons, doivent être finalement atteints.

Conclusion

Les "RÉFLEXIONS POUR 1985" poursuivent des buts inadmissibles et dont la réalisation est intolérable.

Il faut alerter l'opinion publique. Il faut multiplier les interventions auprès des instances responsables, à tous les niveaux. Il faut faire annuler des décisions Inhumaines, Il faut exiger des plans d'une orientation plus saine, plus raisonnable, plus humaine, plus Française.

A chacun, selon sa situation, d'intervenir immédiatement, sans relâche, de demeurer vigilant. Il y va de son avenir, de celui de sa famille et de ses enfants.

Nous n'avons pas tout cité. Mais ce que nous avons dit peut suffire à faire comprendre le caractère dramatique de la situation actuelle. Les Français ont à répondre, sans retard, à un certain nombre de questions fondamentales. Par exemple :

- Acceptent-ils que les quatre cinquièmes de la population soient encasernées dans les villes et métropoles monstrueuses ?
- Acceptent-ils que des parties importantes du territoire soient transformées en désert ?
- Acceptent-ils d'être transférables aux quatre coins de la France et de l'Europe ?
- Acceptent-ils que la destruction de l'Agriculture soit menée à son terme ?
- Acceptent-ils la destruction des professions indépendantes ?
- Acceptent-ils la subversion radicale de la famille ?
- Acceptent-ils la généralisation du collectivisme et de l'étatisation à tous les niveaux et dans tous les domaines ?
- Les catholiques acceptent-ils la relégation de la religion à un rôle si infime, qu'il équivaut à son écrasement ?

Ces questions sont terribles. La réponse qu'on doit leur donner est urgente.

Sous le prétexte de l'évolution des techniques et de l'économie, un groupe d'hommes, sans pouvoir politique, a pris délibérément certaines options. Il a refusé volontairement d'autres orientations. *"L'avenir envisagé permettait encore une marge de choix suffisante"*. (p.II) . .

Déjà leurs idées passent au stade des applications pratique. L'échéance fixée ne permet pas d'attendre.

Et que représente, en vérité, cette échéance qu'ils ont choisie, voulue et préparée ? Elle ne représente pas autre chose, en fait, que la subversion totale du pays, dans son être physique, économique, social, culturel et spirituel, L'asservissement planifié des Français est dès maintenant en cours de réalisation.

C'est donc le moment pour les Français d'un sursaut décisif pour la défense acharnée et sans défaillance de leurs libertés et de leur dignité.

L'heure de la résistance aux plans monstrueux des technocrates. a sonné.

CONTRE L'ASSERVISSEMENT

FRANÇAIS

DEBOUT

Nous ne pensons pas Nous tromper en estimant que le désordre qui bouleverse partout et de fond en comble le mariage et l'institution familiale empoisonne comme une peste la société contemporaine et cause la ruine des âmes quant à leur salut.

PIE XII · 2 novembre 1950

Ce document ne serait pas complet, si nous n'ajoutions les quelques lignes que voici : ce plan est monstrueux, nous l'avons dit, mais il ne pourra se réaliser que pour un temps, celui des violences contre l'ordre naturel et divin. Après quoi, il s'écroulera comme Babel dans la confusion et le sang.

Il se présente comme technocratique, mais en réalité il ne diffère nullement du plan marxiste ; il est basé sur le "conditionnement de l'homme", Lisez les pages 56 à 69 de la brochure de Paul Foulquié : "LA DIALECTIQUE" (dans la Collection "Que sais-je ?), vous y trouverez toutes les bases de la "dynamique des groupes", dont nous avons parlé dans notre brochure "TECHNIQUE DES GROUPES ET TECHNIQUE SUBVERSIVE"

La dialectique est *"la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine" (1).*

"L'individu n'est qu'une abstraction, car il dépend de l'action exercée sur lui par les êtres qui l'entourent ainsi que tout son passé. Par suite, on ne peut le comprendre qu'en le situant au carrefour des actions du tout sur lui et de ses réactions à l'égard de son milieu".

(1) F. Engels, Ludwig Feuerbach, IV. Editions sociales, 1946, p. 44.

La *"planification."* actuelle de la Russie, comme celle que l'on nous impose en France, n'est nullement en opposition avec les doctrines de Marx, ni non plus avec les violences inouïes de la Révolution et des déportations massives ; ce sont simplement deux "moments" différents de l'action révolutionnaire.

Chez nous, comme dans les pays de l'au-delà du rideau de fer, c'est la famille saine et stable qui sera le caillou sur lequel se brisera l'orgueil du nouveau Goliath ; car la famille est la cellule fondamentale voulue par Dieu depuis l'origine comme assise de la société, elle perdurera jusqu'à la fin quels que soient les assauts perpétrés contre elle.

.../...